

DPD de Coudray, Chronopost d'Alfortville : Des postiers sans-papiers en grève, pourquoi ?



Des postiers sans-papiers toujours plus nombreux

Avec les limitations d'accès aux magasins causées par la pandémie, le trafic du colis a explosé. Les plateformes se font une concurrence sauvage entre Amazon, Prisme, Geodis... et la Poste. La Poste avec ses différentes divisions ou filiales utilise elle aussi la main-d'œuvre sans papiers.

Alors Sans-papiers et postier, est-ce possible ? La direction de la Poste dira que non. Non, la Poste se contente de sous-traiter. La Poste, sous le nom de Viapost, Coliposte, DPD ou Chronopost, sous-traite à des sociétés qui gèrent les colis sur les lignes de roulement. Dans ses garages et ses plateformes, la Poste et ses filiales ont confié une partie du travail à des entreprises de manutention pour contourner l'organisation syndicale et intensifier le travail.

Au DPD de Coudray Montceaux comme au Chronopost d'Alfortville, la société sous-traitante s'appelle DERICHEBOURG. Cette société a fabriqué une entreprise d'intérim, *DERICHEBOURG INTERIM*. DERICHEBOURG se loue ainsi du personnel à lui-même à l'aide d'un artifice juridique validé par l'État. Cela rajoute un niveau de sous-traitance qui rend encore plus difficile la défense de nos droits.

Collectif des Travailleurs Sans Papiers
de Vitry-sur-Seine (94)
Tel : 06 62 96 96 32

Des conditions de travail de plus en plus abominables

Tout le travail doit se faire dans la vitesse. Le déchargement d'un camion doit se faire en quinze minutes avec des colis qui peuvent atteindre 50 kg. À ce régime, tout le monde a les reins en compote et si vous ne pouvez plus, ce n'est pas grave. Votre mission sera interrompue et DERICHEBOURG trouvera quelqu'un d'autre. De toute façon, les missions d'intérim ne durent qu'une semaine, alors que nous pouvons être sur le même poste de travail pendant des mois. L'argument pour l'utilisation de l'intérim est toujours le même « *hausse temporaire de l'activité* ».

À Alfortville, le travail commence à 3 ou 4 heures du matin et se termine à 7h30 pour une moitié de SMIC en fin de mois. Seuls des Sans-papiers peuvent accepter cela.

Au Coudray, les horaires changent tout le temps, sans délai de prévenance. Nous pouvons faire des heures dans les transports en commun pour venir au travail et qu'on nous dise qu'on n'a pas besoin de nous. Quand des camions sont en retard, quand une machine de tri est en panne, notre temps de présence est transformé en pause non payée. Cela peut durer des heures. Les horaires sont totalement impossibles. Le travail peut se terminer à minuit trente, nous obligeant à nous rendre à pied jusqu'à la gare de Corbeil, puis prendre deux bus de nuit pour rentrer. Certains jours, on peut passer 6 ou 7 heures dans les transports en commun.

Il y a bientôt deux ans, la lutte de Chronopost à Alfortville

Pendant 7 mois, de juin 2019 à janvier 2020, une lutte devant l'agence Chronopost d'Alfortville, avec un piquet installé jour et nuit, a permis d'imposer la régularisation de 27 travailleurs surexploités par cette filiale de La Poste et ses sous-traitants. Cela a permis aussi la régularisation de 46 autres travailleurs, travaillant dans d'autres sociétés et ayant activement participé à ce combat.

L'État organise les conditions de la surexploitation et sème la peur par ses contrôles

Deux ans après, les travailleurs sans-papiers travaillent donc toujours pour la Poste. L'État fait des règles qui écartent de la régularisation des centaines de milliers de personnes. Et les entreprises d'État piochent dans ce marché de la main-d'œuvre sans titre pour surexploiter **dans des conditions proches de l'esclavage**.

Tant que de la main-d'œuvre sans titre existera, des entreprises existeront pour la surexploiter et tirer les conditions de salaires et de travail de tout le monde vers le bas. Avec ou sans titres, battons-nous donc tous ensemble pour la

RÉGULARISATION GLOBALE DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Tant que ce système de sous-traitance en cascade existera, tant qu'existeront les prêts de main-d'œuvre et l'intérim, les droits de tous les salariés seront bafoués. **Exigeons la réinternalisation à la Poste de la sous-traitance et la suppression de l'intérim**. Et en attendant, il faut que la Poste ou ses sous-traitants remplissent les documents de régularisation.

Venez soutenir nos grèves,

Rue du Bois de l'écu, 91830 LE COUDRAY MONTCEAUX
Chemin de Villeneuve St-Georges, 94140 Alfortville

Dans le Bâtiment aussi
D'autres secteurs s'y connaissent en surexploitation des Sans-papiers. Les chantiers du BTP en particulier. Contre cela, des dizaines de salariés de la société d'intérim RSI se sont mis en grève le 22 octobre et tiennent un piquet de grève, 10 rue de la Sablière 92230 Gennevilliers. Les grévistes viennent d'obtenir de RSI les cerfas nécessaires pour le dépôt du dossier. Le piquet de grève continue jusqu'à la délivrance des cartes.

STOP À L'ESCLAVAGE MODERNE RÉGULARISATION DE NOS COLLÈGUES SANS-PAPIERS !

Le 15 novembre, 70 travailleurs sans-papiers de la plateforme DPD du Coudray-Montceaux se sont mis en grève et ont commencé à tenir un piquet jour et nuit. C'est ainsi qu'a débuté la troisième mobilisation de travailleurs sans-papiers au sein du groupe La Poste, après celle des Chronopost (filiale du colis, tout comme DPD) d'Alfortville de juillet 2019 à janvier 2020, et celle des livreurs de Stuart travaillant au Monoprix de Belleville, fin octobre-début novembre de cette année.

A chaque fois, les directions des filiales comme celles de la maison-mère déclament sur tous les tons que ces travailleurs n'appartiennent pas au groupe. Un mensonge sans cesse répété, qui s'appuie sur le système de sous-traitance en cascade qui, des agences d'intérim au donneur d'ordre en passant par les boîtes sous-traitantes, dilue les responsabilités du sommet de la pyramide, à savoir la direction du groupe La Poste. Ce système, dont on pourrait penser qu'il ne pourrait pas avoir cours chez le premier employeur après l'Etat (et dont ce dernier est actionnaire), avait déjà été une première fois mis en lumière lors de la grève des Chronopost. Il avait fait l'objet d'articles de presse, dans le cadre de la couverture médiatique du mouvement. Cela avait d'ailleurs contribué à mettre la pression à la fois sur La Poste et sur l'Etat, qui, au bout de sept mois de luttes, avait du régulariser les 27 grévistes de Chronopost et 46 soutiens d'autres entreprises.

La grève des collègues sans-papiers de DPD met un nouveau coup de projecteur sur la réalité dans le secteur du colis, qui tranche avec les déclarations triomphalistes de Philippe Wahl et consorts, qui se félicitent des profits juteux réalisés, en particulier durant la période de fin d'année. Derrière le e-commerce et les millions de clicks, il y a des conditions de travail qui se dégradent dans les plateformes et les agences, et une sous-traitance qui explose. Les sans-papiers sont les plus précaires et les plus exploités parmi nos collègues. Ils sont les invisibles que nos dirigeants ne veulent surtout pas voir, surtout quand ils se battent pour leurs droits. **Un reportage diffusé dans l'édition du 3 décembre du 20 heures de France 2 a bien mis en lumière cette réalité. Quatre jours plus tard, Derichebourg Interim, l'agence d'intérim créée par le sous-traitant du même nom qui preste pour La Poste, a envoyé un SMS à certains des grévistes du Coudray-Montceaux pour leur proposer une mission. Cela alors que Derichebourg, comme DPD, nie toute relation de travail avec ces salariés !**

Le même jour, des salariés de Chronopost ont de nouveau installé un piquet de grève devant l'agence d'Alfortville, afin d'obtenir la régularisation de nouveaux sans-papiers exploités dans l'agence, dont certains ont été mis en fin de mission, suite à l'exposition médiatique de la lutte des DPD. Il est également revendiqué la régularisation de travailleurs présents lors du premier conflit, dont la situation n'est pas encore réglée. Comme en 2019, la grève des salariés de Chronopost est soutenue par de nombreux travailleurs sans-papiers d'autres entreprises qui réclament eux aussi la régularisation de leur situation. **La question d'un mouvement pour la régularisation globale des travailleurs sans-papiers à La Poste est donc aujourd'hui à l'ordre du jour. Dans la période actuelle, où soufflent les vents racistes et réactionnaires, un tel mouvement pourrait changer la donne... Pour les collègues sans-papiers, mais aussi pour l'ensemble des agents de La Poste. Nos patrons s'y entendent pour jouer de nos différents statuts, afin de niveler par le bas nos conditions de travail. Lutter avec ceux qui sont les plus exploités, c'est aussi défendre nos propres intérêts.**

RASSEMBLEMENT AVEC LES DPD ET LES CHRONO LE 15 DÉCEMBRE À 11 H DEVANT LE SIÈGE DE DPD 11-13 RUE RENÉ JACQUES, ISSY-LES-MOULINEAUX



Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envierges 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 sudptt@sudptt.fr

www.sudptt.org

@fdSudPTT

f @federationSudptt

o federation.sudptt

Union
syndicale
Solidaires